

Covid-19: pourquoi la réouverture des universités n'est pas à l'ordre du jour

le figaro

6-7 minutes

Les présidents d'universités, qui n'avaient pas été prévenus de cette nouvelle échéance, ne cachent pas leur grande déception.

La phrase est quasiment passée inaperçue, mais elle fait grincer de nombreuses dents dans le petit monde de l'enseignement supérieur. Hier soir, lors de son allocution télévisée, Emmanuel Macron a annoncé que les universités ne rouvriraient pas avant février, soit près de deux semaines après les bars et restaurants. Une nouvelle qui a pris de court les présidents d'universités comme les étudiants, qui s'attendaient à une reprise des cours plus rapide.

[» LIRE AUSSI - Reconfinement: la «grosse déprime» des étudiants privés de cours et de vie sociale](#)

«Comme souvent, l'université est la dernière roue du carrosse. Toute la communauté universitaire est très déçue et préoccupée par ce prolongement des cours à distance», estime Ary Bruand, président de l'université d'Orléans. «Cela signifie que les étudiants vont devoir affronter cette situation pendant encore au moins deux mois. C'est d'une très grande violence, je n'aurais pas aimé vivre ça à leur âge», complète-t-il. «C'est une

aberration», opine Jean Chambaz, le président de Sorbonne Université pour qui les étudiants sont «*stigmatisés comme ceux qui transmettent le virus*» sans aucun fondement.

«*C'est un coup dur pour les étudiants*», se désole Pierre Denise, président de l'université de Caen Normandie. «*Nous accueillons la nouvelle avec un certain fatalisme. On voit bien que les universités sont les laissées-pour-compte de ce déconfinement. Ce n'est pas surprenant: lors du précédent déconfinement, il était évident que les facs et étudiants n'étaient pas la priorité du gouvernement.*»

Guillaume Gellé, président de l'université de Reims-Champagne-Ardenne, l'assure: «*Nous n'étions pas informés de cette date de réouverture*». Cependant, tempère le président de la commission de la formation et insertion professionnelle à la CPU, «*les évaluations de fin d'année vont avoir lieu en décembre et en janvier. À quelques semaines de ces examens, il n'était sans doute pas nécessaire de changer la donne*».

«Une période anxieuse»

La principale préoccupation des présidents d'université porte sur la santé psychique des étudiants, souvent confinés dans de petits studios. «*Nous sommes très inquiets. Les associations étudiantes nous alertent avec de plus en plus d'insistance sur des situations parfois alarmantes. Les jeunes vivent une période très anxieuse alors que dans nos établissements, tous les gestes barrière ont quasiment toujours été respectés*», déplore Ary Bruand (université d'Orléans).

«Une année universitaire gâchée est une bombe à retardement humaine et sociale» Jean Chambaz, président de Sorbonne Université

Se pose aussi la question du risque de décrochage. Le taux de réussite des bacheliers ayant atteint son record cette année, les présidents d'universités s'inquiètent: ont-ils le niveau et la maturité nécessaires à leur réussite? *«Certaines composantes ont fait huit semaines en étant physiquement présents mais ce n'est pas assez pour les néobacheliers dont la scolarité a été bouleversée»*, remarque Pierre Denise (université de Caen). Même crainte pour Jean Chambaz (Sorbonne Université). *«Il y a un risque considérable de décrochage et les conséquences peuvent être très importantes. Une année universitaire gâchée est une bombe à retardement humaine et sociale»*, prévient-il.

De son côté, la CPU a établi un plan d'urgence et l'a transmis au ministère de l'Enseignement supérieur. *«Il faut engager des tuteurs étudiants, qui n'ont pas d'autres jobs en ce moment, afin d'accompagner les plus fragiles»*, observe Guillaume Gellé. *«Il faut épauler les néobacheliers dont certains n'ont pas de TP et font la totalité de leur cursus à distance.»* Le président d'université insiste: *«Il y a aussi le problème de la précarité étudiante et le risque de désocialisation des jeunes»*. Nombreux ont été les spécialistes à s'inquiéter de l'état moral des élèves. [Selon une récente étude de l'Observatoire de la vie étudiante](#), près d'un étudiant sur trois a présenté des signes de détresse psychologique lors du premier confinement.

L'espoir d'un assouplissement

Au-delà de leur inquiétude, les présidents d'université vivent cette situation avec un véritable sentiment d'injustice. *«Depuis le début de l'année universitaire, nous avons tout organisé pour que les amphithéâtres et salles de cours ne deviennent pas des clusters. Si cela devait rouvrir demain, nous sommes prêts à le faire»*, jure Ary Bruand.

Ce qui importe désormais, avance Guillaume Gellé, *«c'est de commencer le second semestre dans les meilleures conditions possible. La date annoncée pour le déconfinement des étudiants ne correspond pas à celle du début du second semestre. Ce que nous souhaitons, c'est que les choses soient assouplies pour que les jeunes puissent être accueillis physiquement si les conditions sanitaires nous le permettent»*.

Pierre Denise, lui, craint la *«pression»* de certains enseignants qui souhaitent reporter les examens à la fin du mois de janvier, convaincus que les étudiants seront alors déconfinés. *«Mais je n'y crois pas du tout: il y aura eu Noël, nous aurons retrouvé nos familles ce qui aura favorisé l'épidémie. Le gouvernement nous demandera alors de ne pas relâcher nos efforts et nous aurons donc encore moins l'occasion de faire des examens en présentiel.»*

De son côté, Jean Chambaz lance un cri d'alarme. *«Le gouvernement doit absolument réenvisager cette décision et nous permettre d'accueillir au plus tôt les étudiants avec une jauge de 50%. Sinon, les conséquences pourraient être catastrophiques»*, conclut-il.